

PRISES DE PAROLE RASSEMBLEMENT PARIS 12 FÉVR 23

MARC:

Donc merci à toutes les personnes qui sont venues, merci à ceux qui viennent de loin. Certains ne sont pas encore arrivés malheureusement. Merci à toutes les personnes qui nous ont aidés à préparer ce rassemblement. Je crois que c'est la première fois qu'il y a une manifestation dans le sens qui sera le nôtre. Nous avons choisi un endroit un petit peu emblématique. C'est à la fois le métro La Tour-Maubourg: c'est un général qui s'est illustré pendant la campagne de Russie - la retraite de Russie. Et c'est aussi la place Salvador Allende. Peut être que Nathalie en dira un mot tout à l'heure.

Alors je crois qu'avant d'aller plus loin, la première chose à faire c'est de comprendre pourquoi nous sommes dans une situation qui inquiète maintenant les Français. On nous parle de guerre de plus en plus souvent. Certains parlent de troisième guerre mondiale. C'est inquiétant.

Et on entend en boucle un certain nombre d'arguments visant à soutenir l'Ukraine.

Le premier argument, c'est que la démocratie dans ce pays serait menacée par le dictateur Poutine. Alors cet argument doit être nuancé à mon avis. D'une part, il y a différents degrés d'autoritarisme. Je ne suis pas certain qu'on puisse qualifier Monsieur Poutine de dictateur. Deuxièmement, l'Ukraine n'est pas un pays aussi démocratique qu'on veut bien le dire. C'est un pays où on honore Monsieur Bandera qui a massacré des dizaines, voire des centaines de milliers de Juifs. C'est le gouvernement actuel qui l'honore, ce ne sont pas uniquement les groupes néonazis qui ont pignon sur rue dans ce pays. Donc ça, c'est une première raison.

Une deuxième raison, j'y viendrai tout à l'heure, c'est que les États-Unis quand ils interviennent dans différents pays ont toujours comme argument la morale, la défense de la Démocratie et de la Liberté. C'est un grand classique: ils ont apporté la Démocratie et la Liberté en Irak et dans bien d'autres pays ...

Le deuxième point dont on nous parle, c'est l'invasion probable de l'Europe une fois que la Russie aura envahi l'Ukraine. Alors cette assertion paraît complètement fantaisiste. Si on regarde le nombre, les forces qui ont été engagées par la Russie au début de l'offensive, il y avait à peu près 120 à 130000 hommes sur le terrain. Par la suite, les Russes se sont trouvés en difficulté. Ils ont augmenté leurs effectifs pas loin de, disons, 190 000 hommes. Et évidemment, ce n'est pas avec des forces aussi limitées qu'on peut envahir ne serait-ce que la totalité de l'Ukraine.

Deuxièmement, l'idée selon laquelle la Russie pourrait envahir le reste de l'Europe me paraît tout aussi fantaisiste. On essaye évidemment de faire le parallèle avec ce qui s'est passé pendant la Seconde Guerre mondiale, mais la situation est très différente. Pendant la Seconde Guerre mondiale, Monsieur Hitler avait bien annoncé ses intentions (il a essayé de les camoufler ensuite) et il avait mis sur pied une armée formidable pour envahir à peu près toute l'Europe. Dans le cas de la Russie, il n'y a absolument aucun signe, aucun écrit qui puisse laisser penser qu'il y a de tels projets. Voilà donc le deuxième point.

Le troisième point, c'est un point qui est repris en boucle. C'est que c'est une guerre qui aurait débuté le 24 février 2022, et donc c'est une guerre d'agression de la Russie contre un État indépendant et une terre qui s'appellerait l'Ukraine. Alors c'est un mensonge par occultation. Parce qu'en réalité, les opérations militaires et la guerre proprement dite, la guerre ouverte, ont commencé en février 2022. Mais les origines du conflit remontent à beaucoup plus loin et s'inscrivent dans une confrontation mondiale. Si on remonte au début des années 2000, la Russie était prête à intégrer l'OTAN et les États-Unis ont toujours refusé cette intégration dans l'OTAN. Également à la même époque, il y a eu deux vagues successives d'élargissement de l'OTAN en 1999 et ensuite en 2004. Et petit à petit, les Russes ont compris qu'ils n'étaient pas bienvenus dans l'OTAN et que l'OTAN était en fait en train de progresser vers l'Est jusqu'à leur frontière. Une chose tout à fait inacceptable que les Américains eux mêmes n'ont pas acceptée lors de l'affaire des missiles de Cuba.

Alors les avertissements n'ont pas manqué. Le 10 février 2007, Monsieur Poutine a fait un discours dans lequel il a clairement dit qu'il était inquiet de la progression vers l'est de l'OTAN et qu'il était tout aussi inquiet de la remise en cause des accords de limitation des missiles qui avaient été signés à la fin de l'Union soviétique. Bon, tous ces avertissements n'ont servi à rien. Le dernier avertissement a été envoyé le 17 décembre 2021 peu de temps avant l'entrée des troupes russes en Ukraine, mais les Américains n'en ont pas tenu compte. D'ailleurs, ce projet de traité avait plutôt des allures d'ultimatum compte tenu de ce qui s'était

produit avant. Alors que s'est-il passé ensuite en 2014 ? Il y a eu une révolution qui était la « révolution de la place Maïdan ». Et cette révolution, elle a été préparée; il y a largement de quoi le prouver. Si vous voulez avoir des preuves de ce qui s'est passé, allez voir sur notre site à la rubrique « guerre »: nous avons une vidéo qui donne le déroulé des événements et qui montre clairement comment les groupes néonazis ont été instrumentés par les États-Unis pour faire dégénérer les manifestations de la place Maïdan et pour provoquer un changement de gouvernement. Pourquoi un changement de gouvernement ? Parce que le président de l'époque avait fini par renoncer à l'accord avec l'Union européenne pour signer un accord sur le gaz avec la Russie. Et ça, ça devenait inacceptable pour les États-Unis qui voulaient mettre l'Ukraine dans leur orbite.

Alors, il y a la fameuse intervention de Madame Nuland qui a décidé à peu près de la composition du gouvernement ukrainien. Donc c'était un gouvernement qui était complètement lié aux États-Unis. À la suite de cette pseudo révolution, disons, ou révolution téléguidée, il y a eu des mouvements. Les groupes nationalistes ukrainiens ont tenté de faire interdire la langue russe dans l'est de l'Ukraine. Or, il faut savoir que l'Ukraine est un pays qui est très divisé. Il y a l'Ouest qui appartient à l'empire des Habsbourg et donc qui était proche de la Pologne, même en opposition, bien sûr dans certains cas, mais disons de culture occidentale, tandis que l'est de l'Ukraine est russophone et souvent russophile et a une longue histoire commune avec la Russie. Et donc il y a eu des occupations de bâtiments publics et à la suite de ces occupations, il y a eu des incidents violents et des meurtres, en particulier à Odessa où une cinquantaine de personnes ont été brûlées vives par des groupes néonazis. Donc pour empêcher l'écrasement des révoltés du Donbass, la Russie leur a fourni des armes. Le front s'est stabilisé et donc on est arrivé à une situation de guerre civile entre l'Est et l'Ouest de l'Ukraine, avec un Ouest majoritaire et un Est minoritaire, mais dont la cohabitation n'était plus possible avec l'autre partie de l'Ukraine. Voilà. Cette guerre civile, elle dure depuis 2014, elle a fait 14 000 morts dont on s'est bien gardé de parler. Je pense en particulier aux interviews d'Anne-Laure Bonnel qui ont été occultées par les médias. Bon, donc il y a depuis longtemps des victimes civiles en Ukraine et ce sont des victimes russophones et russophiles. Alors pourquoi est-ce que les États-Unis progressent vers l'Est ? Je crois que la réponse est assez simple. Les États-Unis sont une puissance mondiale et donc cherchent à garder leur leadership mondial. Ils n'ont pas voulu de la Russie à l'intérieur de l'OTAN pour ne pas avoir quelqu'un qui serait capable de ne pas s'aligner sur les positions américaines, les autres alliés de l'OTAN étant considérés comme des vassaux, pour rester gentil. Évidemment, tout cela est lié à des intérêts économiques puisque lorsque les États-Unis interviennent dans un pays, c'est pour exploiter les ressources de ce pays et faire prospérer leur propre commerce.

Donc dans cette situation, si maintenant on a une analyse un peu plus nuancée de la situation, il convient de réfléchir à ce que doit faire et à ce que ne doit pas faire la France. Est-ce que la France a un intérêt à intervenir dans cette affaire, je dirais militairement, alors que les intérêts qui sont défendus ne sont pas des intérêts français ? Je pense - et nous pensons tous - que non. Cette guerre n'est pas notre guerre ! C'est une guerre initiée par les États-Unis. Et si la France cessait de livrer les armes, ce n'est pas cela qui empêcherait l'Ukraine de se défendre. Les États-Unis ont aussi profité, ou plus exactement les sociétés d'armement américaine ont énormément profité de cette guerre puisqu'on en est à peu près 20 milliards de dollars d'armements (de commandes d'armement). Donc, ce n'est pas notre guerre et la France ne doit absolument en aucun cas rentrer dans cette guerre. C'est quoi ? C'est une guerre par procuration entre les États-Unis et la Russie par Ukrainiens interposés. Et c'est dramatique de voir ces malheureux ukrainiens qui servent de chair à canon. C'est dramatique si vous avez vu des rassemblements de mères qui brandissaient le drapeau ukrainien, mais avec le portrait de leur mari ou de leur fils disparu. Voilà le drame du peuple ukrainien qui a perdu sa liberté en étant asservi aux États-Unis par l'intermédiaire de certains dirigeants.

Il y a un autre aspect dans cette affaire, c'est le risque d'être entraîné dans une guerre malgré nous, par le biais de l'alliance défensive de l'OTAN, alliance qui au départ était une alliance défensive. En réalité, étant donné la situation, on a plutôt affaire à une coalition assez agressive vis-à-vis de la Russie. Et donc cette situation est extrêmement dangereuse. C'est comme ça que les guerres s'étendent et deviennent des guerres mondiales. Il suffit qu'il y ait un « incident » pour que l'OTAN fasse jouer l'article 5 et que les différents pays fassent jouer l'article 5 et rentrent en guerre comme en 1914 exactement, par le jeu des alliances, et donc que la guerre se transforme en guerre mondiale avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer.

Qu'a fait la France autrefois, qu'elle pourrait faire [aujourd'hui] ? On a un exemple précis. C'est le cas de l'Irak

en 2003, où le président Chirac a eu le courage de s'opposer aux États-Unis, tout en restant allié des États-Unis ; a eu le courage de s'opposer à une opération qui était montée de toutes pièces et dans laquelle la France n'avait aucun intérêt à s'engager. Voilà ce que nous pensons que la France aurait dû faire.

Qu'a fait Monsieur Macron ? Il a fait exactement le contraire. La première chose qu'il a faite (après la censure par l'Union Européenne des médias russes, mais ça, c'est au niveau de l'Union Européenne) ; la première chose que Monsieur Macron a faite très rapidement, c'est de livrer des armes à l'Ukraine. C'est un geste qui n'a pas un grand effet militaire parce que la grande majorité des armements sont fournis par les États-Unis. Par contre, c'est un geste politique parce qu'à partir du moment où il a fourni des armes à l'Ukraine, il se place dans une situation d'alignement vis à vis des États-Unis et il perd une grande partie de sa marge de manœuvre. Je dirais même qu'il a perdu la totalité de sa marge de manœuvre en poussant à des sanctions maximales, ce que Monsieur Le Maire a appelé la « guerre économique totale ». A partir du moment où les sanctions sont au maximum, il n'y a plus aucun autre moyen de pression sur la Russie que l'entrée en guerre. Et donc, on est dans une situation extrêmement grave.

Donc voilà. Voilà deux erreurs fondamentales. Par conséquent, nous pensons qu'il faut complètement changer cette politique. Nous pensons premièrement que pour progresser par étapes, la première chose que l'on doit faire c'est de cesser de livrer des armements à l'Ukraine et d'alimenter l'escalade. La deuxième chose, c'est de moduler les sanctions, de diminuer, d'arrêter les sanctions massives qui sont contre-productives, qui pénalisent énormément notre économie (peut être plus que la Russie) tout en se gardant la possibilité d'accroître les sanctions dans l'hypothèse où les Russes iraient trop loin.

Et enfin, le troisième point est le plus important. C'est le troisième point le plus important, c'est la question de l'OTAN. Alors, sans aller jusqu'à une position, je dirais un petit peu extrême, de sortie pure et simple de l'OTAN, je pense qu'il faut procéder autrement. Pourquoi ? Parce que si la France déclare qu'elle sort de l'OTAN, personne ne la suivra. Les Allemands ne suivront pas. Les Allemands pour leur sécurité dépendent de l'OTAN et par conséquent la voix de la France restera isolée. Donc elle se sera retirée de l'OTAN et sera neutre. Les Français seront bien au chaud, ne se préoccuperont pas de ce qui se passe ailleurs. Ce n'est pas la politique de la France. La France, ce n'est pas ça. Je pense qu'il serait plus judicieux d'avertir nos partenaires de l'OTAN que l'OTAN a été dévoyée, qu'elle est détournée de sa finalité défensive et que si l'escalade se poursuit, si les partenaires ne font pas d'efforts pour engager un processus de désescalade en réduisant leurs fournitures d'armements et même en les supprimant complètement et en engageant des négociations, en poussant à l'ouverture de négociations, eh bien la France en tirera les conséquences, qui peuvent évidemment aller jusqu'à la sortie de l'OTAN si personne n'écouterait. Il y a une autre raison pour ne pas sortir de l'OTAN de but en blanc, c'est que la présence dans l'OTAN permet d'avoir éventuellement un droit de veto sur certaines décisions. Voilà ce que nous pensons qu'il faut faire.

Alors, c'est un vaste programme qui va complètement à l'encontre de la politique qui est menée actuellement. Et donc je pense que nous ne pouvons pas non plus compter pour l'instant sur la représentation parlementaire. Évidemment, le maître d'œuvre de la politique étrangère, c'est le président de la République et j' imagine mal qu'il puisse changer son orientation. Le Parlement a montré, en particulier au moment où il y a eu une visioconférence avec Monsieur Zelensky qu'il était prêt à s'aligner dans sa majorité derrière le président. Et donc j'ai aucun doute sur le fait que si l'on doit entrer en guerre en mettant en œuvre l'article 5, le Parlement votera l'entrée en guerre.

Donc nous sommes dans une situation très grave. Comment faire face à cette situation ? Nous, nous sommes de simples citoyens. Nous sommes des citoyens de toutes opinions. Nous avons pour certains un passé ou un présent politique (dans mon cas, c'est plutôt un passé). Certains d'entre nous ne sont absolument pas politisés. Nous sommes un petit groupe, un petit noyau. Mais ce que nous pouvons faire, c'est élargir notre mouvement parce que seul un mouvement de masse des Français peut inverser le cours des choses et forcer le gouvernement à changer sa politique. Nous en sommes évidemment très loin et nous sommes soumis à une propagande intense pour éviter ce genre de chose. Donc d'autre part, pour créer ce mouvement, je dirais national, il faut mettre de côté nos divergences politiques sur tel ou tel sujet et nous concentrer sur l'essentiel, c'est à dire le risque assez élevé d'entrée en guerre et de participation de l'Europe à une guerre mondiale qui n'est pas dans l'intérêt de l'Europe ni de la France.

Et dans ce cas, je crois qu'il n'y a qu'une seule solution, c'est ce qu'ont fait les députés en 1914 dans une

situation de guerre. C'est « l'Union sacrée », mais l'Union sacrée pour la paix. Et donc c'est une union qu'il faut construire jour après jour auprès des citoyens, quelles que soient leurs opinions politiques. Je vais laisser bientôt la parole à Nathalie qui a des opinions très différentes des miennes, et nous essayons de construire cela en duo, au niveau du collectif et de façon, je dirais, collégiale. En général, les décisions sont prises de façon collective pour ne heurter personne, mais c'est essentiel. Ça nous ralentit un peu, mais c'est essentiel comme méthode.

Voilà. Donc maintenant nous sommes très loin de cette situation. Nous avons des tâches concrètes qui nous attendent au stade où nous en sommes. C'est à dire qu'aujourd'hui, nous sommes un petit noyau. Ce petit noyau doit grandir tous les jours. Ce petit noyau doit devenir une boule qui va rouler, qui va former une boule de neige. Et l'effet boule de neige, ça peut aboutir à quelque chose de très grand, comme une avalanche. Et c'est ce qui est nécessaire pour bouleverser l'ordre des choses. Sinon, un jour ou l'autre, il y aura un dérapage et nous irons en guerre.

Concrètement, dans les semaines qui viennent, nous allons faire un certain nombre d'actions sur Internet, mais pas seulement sur Internet. Nous allons tâcher d'organiser des débats avec des personnalités opposées à la guerre, et il n'en manque pas. Vous pourrez en voir certaines sur notre site. On a peut être oublié des gens, vous pouvez nous le signaler. Nous allons aussi ... nous avons déjà commencé à instaurer un maillage territorial de façon à avoir des responsables dans chaque département, des coordinations qui vont permettre ensuite d'organiser des covoiturages pour des manifestations à Paris. Nous avons tiré des tracts, nous allons aussi les diffuser en province de façon à faire des distributions de tracts sur les grandes villes de province. Voilà, je ne veux pas être trop long. Je vais passer la parole à Nathalie et j'espère bien que les gens qui nous écoutent vont venir nous rejoindre, renforcer ce noyau qui est en train de se constituer et qui est absolument indispensable si nous voulons que l'Europe puisse vivre en paix dans ce qui implique évidemment une coexistence pacifique avec la Russie, sans pour autant adhérer à tout ce qui peut se faire de l'autre côté. Mais c'est absolument indispensable.

Un jour ou l'autre, il faudra un traité de limitation des armements et il faudra mettre fin à cette guerre, sinon cette guerre va « dérapé » et à mon avis vers la guerre mondiale. En tout cas je ne suis pas le seul à le penser ; beaucoup de spécialistes le pensent.

Voilà, merci. Nathalie, Est-ce que tu veux prendre la parole ? Je te passe le micro.

NATHALIE

Cette intervention est destinée à tous les Français. Les Français sont un peuple politique, ils sont éduqués et ils en ont marre qu'on les prenne pour des enfants ou pour des gogols. Donc nous avons tracté plusieurs fois et mon intervention s'inspire de tous les arguments et les contre arguments et les échanges très riches que nous avons eu la semaine dernière dans le cadre des manifs. Parce que ça vous parle, il ne vous aura pas échappé : « l'Europe apporte la démocratie, La France est une démocratie », mais quand on n'est pas d'accord avec certaines choses, il ne reste que la rue. Donc je voulais intervenir sur une première chose qui était que nous ne sommes ni pour l'Ukraine, ni pour la Russie. Nous ne sommes d'aucun camp, nous sommes des Français.

Et la seconde chose, c'est que ce groupe, ce collectif, nous l'avons créé pour rassembler le maximum de gens. Donc ce collectif est totalement indépendant des partis politiques et nous veillerons jusqu'à son aboutissement à ce qu'il en soit toujours ainsi.

Donc je voulais réinsister avec un angle un peu différent sur le fait que cette guerre n'a pas commencé en février 2022, comme on vous le conte dans les médias traditionnels. Donc il y avait une guerre civile depuis 2014 et même au delà en quelque sorte. Donc mon collègue a rappelé quand même que les populations plutôt russophones qui s'étaient réfugiés dans la Maison des syndicats ont été massacrés.

À part le gouvernement dans ces années là, ça a beaucoup marqué les esprits. Je voulais rappeler quand même les propos en 2015 de Porochenko qui a déclaré que les Ukrainiens proches de l'Europe auraient le droit à la retraite, qu'ils auraient le droit à l'école, qu'ils auraient le droit au travail et que c'est comme ça qu'ils allaient régler le problème de la guerre civile avec les russophones et que les russophones n'auraient pas droit

à tout cela. Donc en fait, on est bien face à une minorité opprimée. Donc c'est un vocabulaire qui devrait parler à mes petits camarades, les progressistes, qu'on n'entend pas beaucoup aujourd'hui sur le sujet !

Moi, je suis une progressiste et je ne comprends pas ce qui se passe. Je ne comprends pas ce mutisme, cet aveuglement. Et j'aurais bien aimé aussi que mes petits camarades ne découvrent pas subitement le problème de l'Ukraine en 2022 et qu'il soient un peu plus investis pour faire respecter les accords de Minsk de 2014. Malheureusement, à cette époque là, on ne les a pas entendus.

Alors le deuxième point sur lequel je voulais intervenir, qui émane aussi de ce que j'ai entendu dans les manifs et dans les échanges que j'ai eu avec mes compatriotes, c'est que les Russes allaient envahir l'Europe et aller envahir par conséquent par voie de fait la France un jour ou l'autre, mais que finalement nous étions des couards à ne pas vouloir fournir des armes à l'Ukraine. Alors moi je pose une question toute simple: qui s'est étendu ? Qui a étendu sa sphère d'influence aujourd'hui ? Est ce que en direction de l'Europe, est ce que ce sont les Russes ou est ce que c'est l'OTAN qui s'est étendue vers les pays de l'Est ? Je pose une deuxième question est ce que les Américains accepteraient que les Russes mettent des missiles agressifs au Mexique ? On a la réponse. On a eu le moment des fusées à Cuba; ils ne mettraient pas une seconde pour intervenir dans ce pays. Donc pourquoi vouloir demander aux Russes ce que les Américains n'acceptent pas ? Et puis une dernière chose. Donc Poutine avait mis un ultimatum aux Occidentaux le 17 décembre 2021. Il les avait avertis que l'on ne pouvait pas comme ça grignoter sur les pays de l'Est. Et donc on avait promis. Qui avait promis aux Russes que l'OTAN ne s'étendrait pas ? C'est pas un rêve, hein ? Et y a il eu de nos amis progressistes qui étaient présents dans ces accords ? Roland Dumas peut en témoigner. Il a perdu la vue, il a perdu la mémoire. Roland Dumas ? Donc l'Ukraine pourrait très bien, et c'est la realpolitik, devenir un pays neutre. Les pays neutres, ça existe. C'est la voie qui avait été prise à une époque, avant 2014. Il faut que nous les Français, on continue à persévérer dans cette voie.

Et le dernier point sur lequel je voulais intervenir, c'est quand même à qui profite cette guerre. Qu'est ce qu'on constate actuellement ? Et bien, le gaz de schiste a remplacé le gaz russe. Donc les Américains nous vendent du gaz. Au passage, il est de plus en plus établi aujourd'hui que Nord Stream 2 On ne voit pas pourquoi les Russes auraient fait sauter Nord Stream 2, c'est eux qui l'ont qui l'ont construite et ça leur permettait de vendre du gaz aux Allemands. Donc voilà. Donc maintenant le gaz russe a été grand-remplacé par le gaz de schiste qui au passage, pour mes petits amis progressistes est super écolo, hein, on peut pas dire !

Et puis, pendant ce temps, les entreprises européennes - pas que françaises, également allemandes - délocalisent aux États-Unis puisque l'énergie est trop chère. Donc à qui profite le crime ? Je vous laisse faire la réponse, hein... Et puis cette guerre, elle permet justement ... ce Nord Stream 2, il a été fait exploser au moment où il y avait des grandes manifestations en Allemagne parce que les Allemands voulaient accéder au gaz russe. En tout cas, une partie des populations allemandes voulaient accéder au gaz russe. Donc finalement, cette situation, elle permet à l'impérialisme américain de conserver sa domination du monde sans être menacé par un grand continent qu'est le continent européen qu'est notre continent, je vous rappelle. Et elle permet d'empêcher cette grande union européenne, ou cette Europe qui pourrait se faire de l'Atlantique à l'Oural et dont certains avaient rêvé. Avec cette guerre, le gouvernement et les Américains sont certains que ça, on ne va pas y arriver. ... [interruption]

Je finis quand même; le pouvoir aux femmes un petit peu de temps en temps !

Donc voilà, je voulais conclure sur l'esprit critique des Européens, puisqu'on est ici sur la place Salvador Allende. Là, les Européens, ils n'ont pas été dupes, hein, quand il y a eu le renversement de Salvador Allende ! Ils ont bien vu l'impérialisme américain. Pourquoi ce mutisme et cet aveuglement ? Aujourd'hui, on se demande vraiment puisque est-ce que ce n'est pas à la même chose à laquelle on assiste ?

Et le point sur lequel je voulais conclure, c'est que la France, elle doit apporter la diplomatie au peuple ukrainien et elle ne doit pas apporter des armes. Et la diplomatie, elle est toujours possible, même pendant la guerre.

Voilà, je vous remercie.

MARC

Merci Nathalie pour ton intervention, j'ai bien apprécié. Nous allons terminer parce que nous avons dépassé l'heure pour cette manifestation. Je voulais juste vous lancer nos deux slogans actuels.

Le premier slogan c'est « La GUERRE ce sera SANS NOUS ». C'est l'intitulé de notre collectif. Vous avez derrière vous la banderole qui vous donne l'adresse du site sur lequel vous pouvez avoir beaucoup d'informations et le contact avec le collectif. Il faut bien comprendre la signification de ce slogan « La GUERRE ce sera SANS NOUS ». Ce n'est pas un slogan de repli sur soi, de la France qui vivrait un petit peu comme la Suisse dans une situation de neutralité pendant que le reste de notre planète s'étriperait. Cette devise doit être comprise dans un sens plus large. « La GUERRE ce sera SANS NOUS », c'est nous, c'est Français et Européens. Et je le répète, je l'ai dit tout à l'heure, la France peut entraîner à sa suite d'autres pays d'Europe. Nathalie a parlé de l'Allemagne. Il y a aussi également l'Italie. D'autres pays sont dans des situations assez proches de la nôtre. Bon, voilà notre premier slogan

Le deuxième slogan, c'est un slogan, je dirais, tactique.

Si nous voulons obtenir des résultats, la première chose à faire, c'est d'arrêter cette folie, cette course aux armements et de donner l'exemple. La France doit donner l'exemple à l'Europe en arrêtant complètement les livraisons d'armes à l'Ukraine, ce qui est un préalable aux autres points que j'ai évoqués tout à l'heure.

Donc voilà, on va peut-être répéter notre slogan pour terminer ... tu ... allez, mais très rapidement, Nathalie.

NATHALIE

Oui, je voulais dire: on est un collectif, donc tout le monde n'a pas nécessairement le même avis.

Donc en ce qui me concerne, je suis pour la sortie de la France dans l'OTAN, et je voulais aussi conclure en rappelant une phrase, la réponse de Lula qui est dans le camp des progressistes, qui a dit:« Je suis en guerre contre la pauvreté et je ne suis pas en guerre contre la Russie ». Ça devrait inspirer mes compatriotes.